

# ”Guerre au Rwanda. L’espoir brisé 1991-1994”, un livre du général Delort et une occasion de reparler du Rwanda.

Michel Goya

3 avril 2021

La présidence Mitterrand a été la période de la Ve République la plus riche en désastres militaires après la fin de la guerre d’Algérie, au Liban et en ex-Yougoslavie en particulier, mais aussi au Rwanda. Contrairement aux deux engagements précédemment cités, aucun soldat français n’y est tombé au combat, mais la bataille a été perdue sur un autre champ, celui de l’image, des médias et des communications par clairement quelqu’un de plus fort que nous dans ce domaine. Quand plus de vingt-cinq ans après les faits, des généraux français sont encore obligés de s’expliquer sur ce qu’ils ont fait et les décisions qu’ils ont prises, c’est que quelque chose n’a pas fonctionné auparavant au-dessus d’eux, ne serait-ce que le courage d’assumer clairement tout ce qui a été fait.

L’engagement français au Rwanda a ainsi suscité de très loin le rapport nombre d’étoiles sur un livre/nombre de soldats engagés le plus important de la Ve République. Le général Dominique Delort vient apporter les siennes et une contribution très intéressante au débat. Le général Delort a été le conseiller Afrique du chef d’état-major des armées (CEMA), alors l’amiral Lanxade, de 1991 à 1994. Autrement dit, il était le colonel qui suivait les dossiers, rédigeait des analyses pour le CEMA, mais surtout participait avec les diplomates aux négociations politiques et parfois devenait commandant des forces sur le terrain le temps d’une crise.

C’est donc un acteur et un témoin de première main sur ce dossier, avec cette première limite, louable, de ne parler que ce qu’il connaît depuis

l'état-major des armées (EMA), dans un engagement qui était surtout géré à l'Élysée par le président et un petit cercle de conseillers. Il agit donc et parle en soldat discipliné qui ne questionne jamais le politique et s'applique à exécuter au mieux les missions qu'on lui donne. La deuxième limite est que son rôle se termine avec la fin de l'opération Noroit en décembre 1993 et qu'il est un témoin beaucoup plus indirect des événements de 1994, qu'il ne peut évidemment pas ignorer.

Avant même de parler du Rwanda, le témoignage du général Delort est intéressant déjà dans sa description de l'infrastructure organisationnelle et intellectuelle qui gère les opérations militaires françaises. En le lisant et avec un peu de recul, ce qui frappe d'abord est l'extrême centralisation des décisions. Tout remonte au président de la République jusqu'au moindre détail. C'est un effet des institutions de Défense de la Ve République. Cela a d'énormes avantages opérationnels, en particulier lorsqu'il faut s'engager très vite. Cela a aussi un certain nombre d'inconvénients et le premier d'entre eux est la dépendance à la personnalité d'un seul homme. Un autre élément qui frappe et qui vient croiser le premier est la grande diversité des sujets souvent complexes à traiter. La France est la vice-championne du monde

du nombre d'opérations extérieures depuis 1945. En même temps que le dossier rwandais, il faut traiter la guerre du Golfe, l'engagement en ex-Yougoslavie, au Cambodge, en Somalie, au Tchad, etc. cela fait beaucoup pour peu de temps de cerveau disponible, surtout quand ce cerveau est celui du président de la République bien occupé par ailleurs.

Il y a bien sûr autour de lui tout un écosystème de cellules de conseillers qui gère l'information montante, avec ses qualités, qui tiennent à celles des individus, et ses défauts bien connus de la sociologie des organisations. On y trouve ainsi et bien sûr tous les modes habituels de rivalité-collaboration entre chapelles, ici entre EMA, Mission de coopération, État-major particulier du président, secrétariat général ou cellule Afrique de l'Élysée, sans parler des ministères, mais aussi les filtrages de l'information en fonction de la réaction possible du décideur ultime. En juin 1992, le général Delort décrit ainsi sa surprise de voir disparaître de son rapport le propos du chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR) sur sa crainte de grands massacres interethniques, lorsque celui-ci est synthétisé au cabinet du Ministère de la Défense.

Il y a ce qui remonte vers le cerveau du chef des armées, que l'on peut donc interroger, et

puis il y a ce qui en sort, et là on est souvent déçu si on attend une profondeur d'analyse, peut-être simplement parce que ce n'est pas possible dans le contexte de rationalité très limitée et de coq à l'âne évoqué plus haut. En fait de grande stratégie, on a surtout de grandes idées générales et des éléments qui relèvent plus de l'inconscient que du rationnel. Le général Bentégeat raconte ainsi dans *Chefs d'État en guerre* comment lors d'un conseil restreint où il était question de l'aide militaire à apporter au Cameroun Mitterrand interdit tout usage de l'arme aérienne, car il ne veut pas « que l'on voie des avions français frappant des noirs ». Voilà à quoi tient parfois la forme d'un engagement militaire.

Plus précisément, dans le cadre de l'engagement au Rwanda, il y a ainsi deux éléments majeurs qui sont sortis du chapeau de François Mitterrand : le principe même de l'engagement militaire dans la durée au Rwanda et le fait que cet engagement ne serait jamais direct. Ce qui est frappant dans le livre du général Delort, c'est combien, encore une fois discipline oblige, cela est intégré comme évident, alors qu'en réalité ni l'un, ni l'autre ne vont de soi.

Dominique Delort commence donc son propos par la décision de répondre favorablement à l'appel au secours de Juvénal Habyarimana en

octobre 1990 menacé par la première offensive du Front patriotique rwandais (FPR) basé en Ouganda. C'est le déclenchement de l'opération *Noroit*, à la double mission : protéger les ressortissants français et dissuader le FPR de s'emparer de la capitale. La France n'est pas la seule à intervenir, il y a aussi un bataillon belge et une brigade zaïroise qui elle est engagée au combat, et en fait surtout au pillage, avec les FAR. Le FPR est stoppé. Paul Kagame, revenu des États-Unis, en prend le commandement de fait après la mort mystérieuse de son prédécesseur. Belges et Zaïrois partent, mais Mitterrand décide finalement de maintenir la force française.

C'est là le vrai tournant. Pourquoi fait-on cela ? Ce n'est jamais clairement expliqué. Une stratégie s'appuie normalement sur une vision claire d'intérêts à défendre. Là on ne voit pas très bien quels intérêts la France défend dans cette région, hormis que selon l'amiral Lanxade cité dans le livre, Mitterrand, alors conseillé par son fils Jean-Christophe, à « presque un faible pour Habyarimana » (rappelons-le dictateur du Rwanda depuis son coup d'État de 1973 et adepte d'une politique de séparation ethnique). Mitterrand aime visiblement bien la région considérée comme faisant partie de la zone d'influence de la France, car francophone. N'est-ce

pas au Burundi voisin que François Mitterrand a imposé la tenue du « carrefour du développement franco-africain » en 1984, à l'origine d'un des scandales politico-financiers de l'époque ?

Bref, on ne sait pas trop clairement pourquoi, mais on y va. Quelques mois plus tôt à La Baule, François Mitterrand a expliqué aux dirigeants africains francophones, dont Habyarimana, que l'aide française serait désormais conditionnée à des réformes démocratiques. Le Rwanda est le premier endroit où mettre en œuvre cette doctrine. La politique française consistera à aider militairement le gouvernement rwandais de deux manières : avec le bouclier dissuasif du détachement Noroit et un détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI) de quelques dizaines de conseillers qui aidera à la montée en puissance des FAR. En échange, Habyarimana doit accepter le multipartisme et partager le pouvoir, avec son opposition interne d'abord, avec le FPR ensuite. Telle sera désormais la ligne française qui se félicitera fin 1993 d'avoir aidé à la paix et à la mise en place de la démocratie au Rwanda.

C'est tout ce processus que décrit le général Delort, en tant qu'acteur privilégié tant dans le champ diplomatique avec les négociations d'Arusha qui se déroulent en

Tanzanie sur un an de l'été 1992 à l'été 1993 que le champ militaire lorsque le FPR lance des offensives pour appuyer ces mêmes négociations, à l'été 1992 d'abord puis en février 1993. Les Français ont sauvé la situation à chaque fois d'abord en renforçant Noroit et en le déployant hors de Kigali, la première fois au nord du pays en deuxième échelon des FAR (ce qui n'est pas décrit dans le livre) et la seconde fois, après l'évacuation de ressortissants vivants hors de la capitale, au nord de Kigali. À chaque fois également, le DAMI, qui n'a jamais dépassé une soixantaine d'hommes, a pris un rôle plus actif en appui des FAR au plus près de l'ennemi, en commandant notamment une batterie d'artillerie. Il n'y a jamais eu de combat direct entre Français et FPR parce qu'aucun des deux camps ne le voulait. Ces chapitres sont l'occasion pour l'auteur de répondre à l'accusation faite aux soldats français aux abords de Kigali d'avoir procédé à des vérifications d'identité, en clair d'avoir cherché à repérer les Tutsis (l'ethnie est inscrite sur la carte d'identité), car ceux-ci étaient considérés comme ennemis a priori. Pour le général Delort, il n'y a jamais eu que des contrôles de présence d'armes, et jamais aucun civil n'a été transféré par des militaires français aux forces de sécurité.

Pour avoir servi sur place à l'été

1992 et au sein d'un régiment, le 21e Régiment d'infanterie de marine, qui était aussi l'élément principal dans la crise de 1993, je peux corroborer à mon modeste niveau du moment, tout ce qui est dit dans le livre. Si dans une note l'amiral Lanxade, alors chef d'état-major particulier, ne parlait pas du FPR mais des Tutsis, le caractère ethnique était totalement absent des termes de nos missions. En clair, si on savait évidemment que le FPR (soit au passage moins de 3 000 combattants) recrutait très majoritairement parmi les Tutsis exilés en Ouganda, il n'a jamais été question de considérer les Tutsis comme suspects, ni même de considérer d'autres gens que ceux qui pouvaient nous menacer directement les armes à la main ou indirectement en nous espionnant. Un de mes amis m'a raconté avoir capturé un espion du FPR qui observait sa position en février 1993. Après l'avoir capturé, il a reçu l'ordre de le remettre à la gendarmerie locale, ce qui est la consigne habituelle quel que soit le théâtre d'opération. Il n'était pas sorti du camp de la gendarmerie qu'il a entendu le coup de feu de l'exécution. Nous étions clairement entourés, face à nous et derrière nous, de salauds. Nous avons hélas un peu l'habitude. Il est par ailleurs débile d'imaginer que c'était de notre faute ou que nous avons contribué à ce qu'ils le deviennent plus encore. Les

Français ne sont pas responsables de tout le mal qu'il y a dans le monde. Il est en revanche délicat de nous laisser trop longtemps à son contact, sous peine de laisser croire que nous avons des liens avec lui.

Le général Delort peut légitimement se féliciter d'avoir rempli les missions délicates qu'il a reçues. D'une manière générale les militaires français n'ont à avoir honte de rien quand le dispositif militaire français est démonté en décembre 1993. Les accords d'Arusha ont été signés, le président Habyarimana a accepté de partager le pouvoir avec l'opposition modérée avec Agathe Uwilingiyimana comme Premier ministre, et donc même aussi avec le FPR avec qui la paix est signée. Les Nations-Unies veillent à la bonne exécution du processus de paix. Tout semble aller pour le mieux, et on se congratule à Paris d'avoir atteint tous les objectifs avec une mise minimale, puisqu'il n'y a jamais eu plus de 800 soldats français au Rwanda et qu'aucun n'y a perdu la vie, hormis un sous-officier par accident cardiaque.

Tout cela était un leurre. À Beyrouth ou à Sarajevo, tout le monde se félicitait aussi de réussir les missions sans jamais considérer que c'était les missions elles-mêmes et la stratégie qui posaient problème. François Mauriac parlait de la « maladresse des habiles » qui

s'emmêlent dans la complexité de leurs plans. L'engagement français au Rwanda en est un parfait exemple.

On se félicite d'avoir réussi la mission militaire en dissuadant le FPR. En réalité, rétrospectivement, il aurait sans doute mieux valu pour le Rwanda que le FPR l'emporte tout de suite en 1990, ou alors quitte à s'opposer à lui, il aurait mieux valu le faire réellement et de briser ses attaques par des raids d'avions Jaguar et/ou avec des groupements tactiques au sol comme on l'avait fait en 1978 en Mauritanie, à Kolwezi et surtout au Tchad, à une époque où on avait moins peur d'utiliser la force.

Là dans les années 1980-1990, on adore employer les forces armées, c'est tellement facile, mais on est complètement inhibé à l'idée de la faire combattre (sauf contre l'Irak en 1991 et encore), ce qui ne peut manquer de placer parfois les soldats français dans des situations compliquées. En réalité, au Rwanda comme partout où on a fait de l'interposition, on a simplement gelé un rapport de force qui n'a pas manqué de s'exprimer dès que nous sommes partis, car il ne faut pas imaginer non plus que les quelques dizaines de conseillers que l'on a pu déployer ont réellement transformé une armée intrinsèquement nulle. Et derrière ce gel, au lieu d'un apaisement, on a surtout assisté à une radicalisation des positions.

On s'est cru habiles, on n'était que naïfs. L'imposition du multipartisme au Rwanda a abouti plus qu'ailleurs à l'augmentation des violences internes, du fait notamment de la création de milices partisans. On a vu ainsi apparaître les Inkuba du Mouvement démocratique républicain (MDR), les Abakombozi du Parti social-démocrate (PSD) et surtout les Interahamwe (« personnes de la même génération ») du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), l'ancien parti unique du Président et les Impuzamugambi (« Ceux qui ont le même objectif ») de la Coalition pour la défense de la République (CDR), encore plus radicaux, racistes et hostiles à toute négociation avec le FPR. A partir de 1992 et surtout de la fin 1993, l'assassinat politique et les affrontements entre milices sont devenus monnaie courante.

Au lieu de la démocratie, on a eu un imbroglio violent au sein duquel Habyarimana, par conviction mais aussi par pression d'une coalition instable, a louvoyé pour freiner tout partage avec le FPR pour qui on savait bien que ce ne serait qu'une étape avant la prise totale du pouvoir. Dans cet ensemble lent, le mouvement « Hutu Power » transcendant plusieurs partis, est montée en paranoïa alimentée par le spectacle des massacres ethniques, de Tutsis d'abord puis de Hutus,

par représailles au Burundi voisin, 50 000 morts qui n'interpellaient alors pas grand monde. Rappelons au passage que l'ennemi d'un salaud n'est pas forcément quelqu'un de bien et que la peur d'une prise du pouvoir par le FPR n'était pas dénuée de fondement. Paul Kagame s'est empressé de rétablir dès que possible une dictature à l'ancienne, et à caractère ethnique même si c'est moins avoué, et il ne reculera pas non plus devant la mort de masse des réfugiés au Congo.

Quelle naïveté aussi de croire que les Nations-Unies allaient faire quelque chose de plus efficace au Rwanda qu'à la même époque en ex-Yougoslavie ou en Somalie. La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) n'a à peu près rien fait en grande partie parce qu'elle ne savait pas comment et avait peu de moyens, pour assurer la sécurité, secourir les centaines de milliers de réfugiés ou simplement aider à la démobilisation de milliers de soldats des FAR, deux terreaux de recrutement pour les milices.

On est parti en croyant à la paix alors que la mèche qui allait faire exploser le Rwanda était allumée.

Pour les militaires français donc le soutien aux FAR est terminé en décembre 1993, hormis la présence de quelques coopérants dont plusieurs le paieront de leur vie. Cela ne veut

pas dire que le soutien est terminé tout court, puisque celui-ci peut continuer à s'effectuer par des voies plus occultes. On rappellera que l'on se trouve alors depuis le printemps 1993 en situation de cohabitation politique, avec un Premier ministre, Édouard Balladur, qui n'éprouve lui aucun faible pour Habyarimana, mais dirige un gouvernement lui-même divisé. Le ministre de la Défense, François Léotard pense qu'il faut en finir avec tout engagement au Rwanda alors qu'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères est plutôt favorable à faire quelque chose. Le soutien à Habyarimana, considéré comme la « clé de voute » du Rwanda, est de plus en circonscrit à un cercle étroit élyséen. Le livre, qui ne se fonde que sur des faits observés depuis l'EMA, n'en parle pas.

Le dernier chapitre est consacré aux évènements de 1994. À la destruction de l'avion du président Habyarimana le 6 avril, bien sûr. La tendance fortement dominante dans les armées, que partage l'auteur, est alors de l'attribuer au FPR. C'est après tout une hypothèse sur laquelle on travaillait depuis longtemps. J'ai moi-même presque deux ans auparavant gardé la colline de Masaka à l'est de Kigali après que l'on ait reçu des renseignements sur une possible attaque de la part d'un commando FPR infiltré (c'était relativement facile) contre des avions

par missiles anti-aériens. On estimait d'ailleurs à l'époque que c'étaient les seuls à pouvoir et à avoir envie de le faire. C'était toujours le cas en 1994, mais ils n'étaient plus les seuls, et l'hypothèse FPR est contrebattue depuis par l'hypothèse du coup d'État extrémiste hutu, sans doute plus probable sans que l'on puisse vraiment trancher (sauf quand on est déjà partisan).

Notons que cela ne change pas grand-chose à la suite des évènements, oui le génocide était planifié et oui aussi son déclenchement a pu avoir lieu en réaction à une attaque du FPR contre l'avion présidentiel. Quant aux motifs, autant ils pourraient avoir eu une cohérence cynique du côté FPR, autant l'absurdité ne pouvait que disputer à l'horreur du côté des extrémistes du Hutu Power. On ne voit pas en effet en quoi massacrer les Tutsis les auraient rendus plus forts face au FPR, bien au contraire. Peut-être comptaient-ils sur un nouveau Noroit. Si c'était le cas, ils ont été déçus. Toutes les demandes d'aide des FAR, notamment justement au colonel Delort via l'attaché de Défense à Paris, ont été rejetées sans suite par l'EMA. Ce qui ne veut pas dire encore une fois qu'il n'y a pas eu aide par des voies parallèles, privées notamment.

On ne sait pas en fait ce qui se serait passé s'il n'y avait pas eu

cohabitation. Serait-on intervenus pour sauver le régime intérimaire en plein génocide ? Cela paraît difficile à imaginer, même si dans la cellule élyséenne on persiste alors à ne voir que des massacres à grande échelle et de tout bord. Et puis, comment et pourquoi faire ? Combattre, c'est interdit. Dissuader à nouveau le FPR par un dispositif au nord de la capitale, difficile à imaginer sans rien faire en même temps contre les génocidaires. Mais là, cela supposerait une tout autre implication et d'autres moyens puisqu'il faudrait neutraliser des dizaines de milliers de gens. Comment ? En les combattant ? Voir plus haut, Mitterrand a horreur de ça. En les désarmant et en les capturant ? Pour en faire quoi et les remettre à qui ? Aux autorités locales ? Elle sont très largement compromises. À la MINUAR ? Ce n'est pas son mandat et de toute façon elle s'est enfuie.

On se contente donc dans l'immédiat, avec d'autres pays, de lancer une opération d'évacuations des ressortissants. Cela permet en quatre jours de sauver 1 500 personnes, dont 600 Français et 400 Rwandais, mais suscite déjà des critiques. On en fait trop pour certains, pas assez pour d'autres, et surtout on évacue Agathe Habyarimana, veuve du président assassinée à qui François Mitterrand

fait accorder un pécule de 200 000 francs alors qu'il s'agit d'une des inspiratrices du génocide.

Suit un grand « bal des hypocrites » comme dit Dominique Delort, pendant lequel pendant trois mois tout le monde observe les massacres en larmoyant, mais surtout sans rien faire. Le bataillon FPR à Kigali n'a pas bougé et la progression du reste des forces est très lente depuis le nord. Soit le FPR est plus mauvais que l'année précédente, soit les FAR qui le combattent se débrouillent mieux sans l'aide des Français. L'Ouganda ne bouge pas non plus alors que finalement c'est l'acteur militaire le plus proche de la zone et le plus capable de faire basculer rapidement les événements. Son soutien américain ne bouge pas non plus le petit doigt, mais en plus freine même toute action internationale, de peur peut-être d'y être entraîné. Le général Delort fait remarquer à juste titre que les Américains, avec qui il a eu des contacts fréquents, étaient au moins aussi bien renseignés que les Français sur la situation au Rwanda depuis des années et disposaient de bien plus de moyens pour agir, mais n'ont rien fait sans être jamais mis en question. Ce qui tend à prouver qu'il aurait probablement et cyniquement mieux valu pour la France les imiter. Des dizaines de milliers de Rwandais supplémentaires auraient été tués,

mais on serait sans doute moins critiqués.

Devant la lenteur de la mise en place d'une MUNUAR II, mais aussi celle de la progression du FPR, Édouard Balladur accepte finalement le principe d'une opération humanitaire armée sous mandat du Conseil de sécurité, limitée dans le temps et ses pouvoirs, mais susceptible de créer des « zones sûres », comme en Somalie ou en Bosnie (avec un succès mitigé dans ce dernier cas) où la population pourrait se réfugier. On connaît la suite, ce n'est pas le propos du livre, mais on est déjà depuis longtemps dans une situation où quoique fasse ou dise la France, elle sera accusée de duplicité, non sans raisons car on menait effectivement plusieurs politiques différentes (voir ici).

De la même façon, on se trouve vingt-six ans après le génocide depuis longtemps au stade des opinions acquises, celle où les nouvelles informations ne sont acceptées que si elles les corroborent son opinion et considérées comme nulles et non avenues, voire taxées de négationnisme, si ce n'est pas le cas. Il en sera certainement ainsi des résultats de la commission Duclert. Il en sera de même pour le livre du général Delort, qui ne manquera évidemment pas de susciter des critiques avant même tout début de lecture. Il mérite pourtant d'être

lu, c'est un témoignage de première main qui éclaire sur un dossier sensible, c'est même la seule raison de son existence, mais aussi sur le fonctionnement, conscient ou inconscient donc, de nos institutions opérationnelles depuis l'écosystème décisionnel jusqu'aux sections de combat sur le terrain.

Général Dominique Delort, Guerre au Rwanda. L'espoir brisé 1991-1994, Perrin-Pierre de Taillac, mars 2021.